

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
p.l. fermé : 60 F et 30 F
- programme communiste -
1 an, p.l. ouvert : 40 F
1 an, p.l. fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 267
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
20 mai au 2 juin 1978

Impérialisme français hors d'Afrique et du Liban !

«L'Afrique aux Africains», ce slogan lancé il y a un an par l'impérialisme français ne pouvait que dévoiler son hypocrisie à l'épreuve des faits. Après l'intervention militaire au Zaïre, la fausse indépendance de Djibouti et le faux arrêt des livraisons d'armes à l'Afrique du Sud (dont les «Mirage» servent à bombarder des camps de réfugiés, notamment en Angola), voici que les agressions militaires contre l'Afrique se multiplient, notamment en Mauritanie et au Tchad, et peut-être une nouvelle fois encore au Zaïre.

C'est bien pour de sordides intérêts miniers et stratégiques que les Jaguar pilonnent la vaillante résistance sahraouie. Quant aux 1.200 hommes et plus dépêchés au Tchad, qui peut cacher qu'ils sont là-bas pour défendre le pillage du capitalisme français et le dispositif militaire français sur ses chasses gardées ?

PROLÉTAIRES !

L'impérialisme français est le premier pillier des richesses du continent africain. Il est le premier usurier de l'Afrique. Il en est aussi le gendarme. La fameuse «coopération» dont se gargarisent les bourgeois et leurs larbins n'est que la voile hypocrite sous lequel ils cherchent à cacher la dépendance, l'exploitation et l'oppression impérialistes !

N'écoutez pas les sirènes du chauvinisme, qui voudraient détourner notre attention sur les concurrents américain, allemand ou russe qui convoitent les richesses accaparées par l'impérialisme français ! La défense du «rôle de la France dans le monde», au nom de laquelle les partis soi-disant ouvriers ont maintes fois demandé à la classe ouvrière de tout sacrifier, n'a abouti qu'à renforcer l'impérialisme français en échange de quelques miettes vite emportées par la crise inévitable du capitalisme. Mais le prix payé a été la paralysie des forces prolétariennes, la participation à deux boucheries impérialistes, la division de la classe ouvrière des métropoles capitalistes, l'impuissance face aux coups de la bourgeoisie, et l'isolement dans lequel a été laissée la vague de la révolution anti-coloniale.

En réalité, la classe ouvrière n'est forte que si elle lutte pour ses intérêts de classe propres, et ses intérêts sont les mêmes dans tous les pays. La classe ouvrière n'est forte, elle n'est elle-même, que si elle unit ses rangs par-dessus les frontières dans la lutte contre toutes les divisions. Cela suppose :

● La lutte contre le honteux «fabriquons français» des patrons et de leurs larbins réformistes

DANS CE NUMERO :

- Mai 68 ou le besoin du Parti
- Un fossé de classe se creuse dans la résistance palestinienne
- Non aux négociations par branche !
- PCMLF et PRCml : A pieds joints dans le social-impérialisme
- «Lutte ouvrière» et le terrorisme
- Les émeutes en Iran

● Le refus de toute solidarité avec sa bourgeoisie dans les querelles de brigands impérialistes, et la lutte résolue contre le pillage et l'oppression perpétrés par l'impérialisme français

● Le refus des discriminations qui frappent les prolétaires immigrés, la lutte contre le mot d'ordre du contrôle de l'immigration honteusement propagé par les partis de gauche et les directions réformistes des syndicats.

(suite page 2)

Malgré le front uni des négociateurs préparer la reprise de la lutte !

Belles négociations ! Après plus d'un mois de ballet diplomatique syndicats-gouvernement-patronat, les travailleurs ont reçu ce que la presse bourgeoise elle-même appelle une «rafale de hausses», imposées, comme dit piteusement la CGT, «de manière unilatérale», et assaisonnées de prétextes cyniques, les fameuses mesures pour l'emploi des jeunes, cadeau aux entreprises dégrées de charges sociales servant d'alibi aux hausses sur l'essence.

Les directions syndicales ont joué là-dedans le rôle d'otages volontaires, avec quelques larmes de crocodiles du côté de la CGT, qui se garde bien, toutefois, de quitter ces lieux «désertiques», avec une franche satisfaction du côté d'Edmond Maire, qui tend à devenir comme l'écrit le Financial Times du 9 mai 78, «l'homme clef de la stratégie gouvernementale», le Bergeron renforcé de la nouvelle législature...

Ainsi, sous couvert de négociations, les patrons sont en train de tenter, comme le dit carrément le Nouvel Economiste du 15 mai, «une manœuvre de débordement contre les avantages acquis chers aux syndicats : «On ne peut pas indéfiniment [estiment-ils] remplacer un avantage existant par le même encore plus prononcé». Et face à cette attaque méthodique contre les travailleurs, la CFDT ne trouve rien de mieux que de vanter «le rétablissement du triptyque revendications-action-négociations» (rapport de la direction au Conseil national), triptyque dont le volet central en tout cas reste, pour ce qui relève des directions syndicales, désespérément vide. Rien n'a été fait pour coordonner les poussées de grève dans la RATP, où les travailleurs ont dû faire preuve de l'acharnement le plus grand pour contraindre

(suite page 4)

Agression permanente

● Océan Indien

L'impérialisme français remanie son dispositif militaire dans l'Océan Indien et renforce notamment, selon Le Monde du 29 avril, sa position sur des îles situées dans le canal du Mozambique, ainsi qu'au nord et à l'est de Madagascar, c'est-à-dire sur la grande route stratégique du pétrole ; des îles dont il est inutile d'ajouter qu'elles sont revendiquées soit par Madagascar, soit par l'île Maurice.

Et, coïncidence, c'est précisément à ce moment-là qu'un coup d'Etat victorieux «délivre» les îles des Comores d'un régime qui après l'indépendance concédée en 1975 — sauf à Mayotte ! — avait cherché désespérément à s'éloigner de la France.

● Zaïre

On comprend que ce régime vermoulu ait besoin d'aide ! Ce pays ne vit que grâce à (suite page 2)

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 9 juin, 20 h 30, Salles Lancry, 10, rue de Lancry, 75010 Paris (métro République).

Impérialisme français
hors d'Afrique
et du Liban !

Mai 68 ou le besoin du Parti

Il y a dix ans, Mai 68. Les révoltes étudiantes, provoquées par la pression croissante du capitalisme sur les classes moyennes, servent de détonateur à l'explosion du mécontentement des ouvriers soumis depuis des décennies aux impératifs bourgeois, de la défense nationale à la reconstruction et à la modernisation du capital, et qui commencent à subir les conséquences de l'expansion et de l'accumulation réalisées sur leur dos : les débuts de la crise chassent les mirages du «bien-être» et accentuent leur exploitation et leur oppression. A la faveur

Pour notre part, nous «saluons avec joie ce réveil du prolétariat [...] et les perspectives qu'il ouvre pour l'avenir» (tract du 18-5-68), et nous indiquons l'orientation de classe qui permet de pousser le mouvement aussi loin que possible, contre la trahison de ceux qui ne cherchent qu'à le canaliser dans la mystification électorale, et à l'émasculer. Mais, «forts de l'expérience historique du prolétariat, nous pouvons dès à présent montrer les limites du mouvement dans l'immédiat». C'est que «le prolétariat ne peut accomplir sa tâche que s'il agit comme classe, c'est-à-dire constitué en parti. Le Parti est à la fois la conscience et la volonté du prolétariat. Conscience : vision claire du but et des moyens, c'est-à-dire du programme et de la tactique de classe qui ne sont pas inventés librement et spontanément à chaque fois mais imposés par l'histoire et par l'expérience cristallisée dans la doctrine de classe. Volonté : organisation réelle du prolétariat autour de ce programme qui seule lui permet d'agir dans l'histoire. En l'absence du parti dans ce double sens, la lutte la plus héroïque ne peut conduire qu'à la défaite».

Or, si nous nous revendiquions bel et bien comme Parti, la contre-révolution avait privé ce Parti de tout lien avec la classe : comme force effective capable d'intervenir dans l'histoire, le parti était le grand absent, en France et dans le monde entier. «En France», écrivions-nous fin juin 68 dans notre organe en langue italienne, le prolétariat a pu constater les conséquences tragiques de cette absence. Les luttes formidables, l'énergie de classe manifestée par la classe ouvrière, se sont dispersées dans les multiples canaux dans lesquels les ont attirées, en l'absence d'une direction sûre, décidée, courageuse, celle du parti communiste révolutionnaire, les divers partis constitutionnels, de la «gauche» opportuniste au radicalisme petit-bourgeois, du centre bourgeois à la droite gaulliste. Si le PCF et la CGT ont emprisonné les ouvriers dans les usines et se sont substitués à l'Etat pour exercer la fonction de police capitaliste, les autres groupes politiques, petits ou grands, les anarchistes, les trotskystes, les ouvriéristes, les maoïstes, ont lancé des indications contradictoires et équivoques et, surtout, n'ont pas posé la vraie question, celle du parti. La plupart ont tout

du «désordre» créé par les manifestations et les barricades, les ouvriers lancent spontanément, en dehors de leurs directions politiques et syndicales et même contre elles, la plus formidable grève générale qu'on ait jamais vue en France. Le spectre de la lutte de classe du prolétariat, que les idéologues au service de la bourgeoisie avaient cru exorcisé pour toujours, apparaît de nouveau, menaçant. Il n'en faut pas plus pour que les immédiatistes crient à la révolution : les masses bougent, TOUT est possible !

fait pour discréditer le parti de classe, pour convaincre les prolétaires que le parti ne sert plus à rien et que le syndicat n'est plus utile, et que la théorie révolutionnaire, le marxisme, est dépassée ; ils se mettaient ainsi sur le même plan que les partis traîtres et les centrales syndicales contre-révolutionnaires.

La grève générale en France a posé de façon brutale l'alternative que notre parti a indiquée dès sa naissance : ou bien le parti communiste mondial ressurgit, ou bien une nouvelle défaite, plus dure, profonde et sanglante, attend les masses ouvrières internationales. Plus lente sera cette résurrection politique, plus douloureux sera le chemin de la préparation révolutionnaire.

Cacher cette vérité élémentaire aux masses signifie les trahir une fois de plus, les pousser à la défaite et préparer le terrain pour la troisième guerre impérialiste vers laquelle le capitalisme se dirige inéluctablement.

On ne doit jamais cacher la vérité au prolétariat, si terrible qu'elle soit. Il faut dire clairement que la classe ouvrière, même dans (suite page 3)

Le fossé de classe se creuse dans la résistance palestinienne

Comme tout mouvement social véritablement révolutionnaire, la résistance palestinienne traduit les magnifiques élans des masses plébiennes exploitées et pauvres. Ce sont ces dernières qui se sont armées après 1967 ; ce sont elles dont la générosité et l'ardeur révolutionnaires ont provoqué la sympathie des masses exploitées jordaniennes en faisant naître en 1969-70 un véritable « double pouvoir » en Jordanie ; ce sont elles dont les coups de boutoir ont mis le feu au Liban, libérant le mouvement populaire de ce pays de la chape de plomb de l'équilibre confessionnel ; ce sont elles qui, main dans la main avec l'extrême gauche libanaise, ont suscité la résistance des groupes de gauche à l'avancée syrienne ; ce sont elles qui, encore aujourd'hui, poussent à la lutte contre la présence des casques bleus et contre la « restauration de la souveraineté de l'Etat libanais ».

Cependant, comme dans tout mouvement bourgeois et « démocratique », la lutte sociale met en mouvement des classes sociales différentes — même s'il s'agit de classes encore en formation — et ayant donc des principes et des buts différents. Comme l'affirmait à son deuxième congrès l'Internationale Communiste, dans les Thèses Supplémentaires qui précisaient celles de Lénine dans les questions nationale et coloniale : « Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation. Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies. L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les pay-

sans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la république soviétique. »

Le malheur est que l'écrasement du mouvement prolétarien dans les métropoles et la contre-révolution stalinienne ont permis que le « mouvement démocratique nationaliste » parvienne à diriger en règle générale le mouvement des « paysans et ouvriers ignorants et pauvres », celui que Lénine qualifiait de « national-révolutionnaire ». Il faut ajouter que le stalinisme s'est fait partout où il a pu l'agent actif de cette subordination contre-révolutionnaire, que dès 1927 des millions d'ouvriers et de paysans chinois ont payé de leur sang. Même le maoïsme a donné, avant de subordonner totalement sa politique internationale à sa lutte à mort contre la Russie, une contribution sans prix à cette entreprise criminelle qui a notamment conduit à la tragédie indonésienne en 1965.

Mais ceci n'a pas empêché le deuxième mouvement, celui des masses exploitées, de lancer partout, périodiquement, ses coups de boutoir, dans toutes les grandes révolutions qui ont secoué les continents asservis depuis cinquante ans, confirmant ainsi la validité de la perspective marxiste sur la nécessité de la soudure entre le mouvement prolétarien dans les métropoles, et celui des masses opprimées en lutte contre l'impérialisme.

Au Moyen-Orient, l'OLP est indiscutablement un exemple de la subordination du mouvement plébéien au mouvement « bourgeois démocratique nationaliste », qui a « un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ». En effet cette organisation limite la lutte à l'indépendance politique et exclut tout programme agraire radical susceptible de soulever la paysannerie ; de plus, elle mène cette lutte en la subordonnant au fameux « principe » de non-intervention dans les affaires intérieures des pays arabes qui l'a déjà maintes fois paralysée et l'a livrée aux coups de l'adversaire, en Jordanie comme au Liban.

On prétend ordinairement que l'OLP n'est pas un parti, que c'est une sorte de parlement ou de « pré-gouvernement révolution-

naire » et que l'on peut être opposé à sa politique officielle tout en restant membre. Il est vrai que l'OLP regroupe le Fath, l'organisation d'Arafat, et d'autres partis comme le FPLP de Habache, le FDLP d'Hawthmet, organisations qui ont été plus sensibles aux élans plébiens radicaux, à un moment ou à un autre.

Mais en réalité, c'est bien le genre d'organisation qui institutionnalise sous prétexte de caractère ouvert, la subordination des mouvements les plus radicaux aux plus modérés, dans la tradition des fronts politiques dont le premier et tragique exemple fut le Kuomintang. Il suffit, pour combattre cette idée de fronts politiques, de se souvenir de l'Adresse de la Ligue des Communistes aux ouvriers allemands en 1850, c'est-à-dire en pleine révolution démocratique-bourgeoise en Allemagne : « Il s'agit, écrivait Marx, de livrer bataille à un adversaire commun, point n'est besoin d'union particulière. Dès qu'il s'agit de combattre un tel adversaire les deux partis coïncident momentanément ; et dans l'avenir, comme jusqu'à ce jour, cette alliance prévue simplement pour le moment s'établira d'elle-même ».

Les derniers événements démontrent le fossé grandissant qui se creuse entre les besoins de la lutte d'émancipation des masses palestiniennes et arabes opprimées et les principes du mouvement démocratique bourgeois.

Le but des casques bleus n'est un mystère pour personne : c'est le désarmement des Palestiniens. C'est la condition de tout, et notamment de la création d'un mini-Etat palestinien. Cependant même si personne n'a levé le petit doigt pour empêcher l'agression criminelle d'Israël au Sud-Liban (même pas la Syrie), sa présence dans cette région est trop provocante aux yeux de tous, Américains et Français compris. L'impérialisme français a donc été chargé, sous la couverture hypocrite de l'ONU, d'envoyer là des troupes non pour chasser Israël mais pour lui permettre

de retirer ses troupes en étant assuré que le nettoyage des Palestiniens est un fait acquis, ce qui suppose que « l'autorité de l'Etat libanais » soit « restaurée » au sud du Litani.

C'est la raison pour laquelle le chef du corps expéditionnaire français dit explicitement que le but de l'opération est d'empêcher les infiltrations de Palestiniens et compare en toute justesse le barrage établi sur le Litani à celui qui était naguère censé protéger l'Algérie sous domination française des infiltrations de « rebelles » ; c'est la raison pour laquelle le général Erskine a donné l'ordre de tirer sur tout ce qui vient du Nord, en même temps que les mouvements de casques bleus sont coordonnés avec les retraits israéliens ; c'est aussi la raison pour laquelle les forces de l'ONU sont au moins théoriquement liées aux décisions du gouvernement libanais.

Il était donc nécessaire, inévitable, que des fedayin s'opposent à cette opération contre-révolutionnaire. Mieux, il est hors de doute qu'un mouvement révolutionnaire véritablement organisé aurait tout fait pour s'opposer par tous les moyens à une telle opération s'il en avait eu la force. Les prolétaires révolutionnaires ne peuvent donc saluer qu'avec ardeur le geste héroïque de ces groupes de combattants qui, malgré la désorganisation, malgré leur terrible isolement, cherchent à s'opposer au rouleau compresseur de l'ordre établi.

Il est clair que l'OLP, qui a depuis quatre ans accepté la création d'un mini-Etat bidon et entraîne même son aile remuante du FPLP à capituler devant cet os à ronger lancé par l'impérialisme, a accepté du même coup sa condition préalable : le désarmement des Palestiniens, qui est aussi la base de l'accord entre l'OLP et la Syrie.

Il a fallu qu'Arafat et ses collègues mettent tout leur poids dans la balance pour faire croire aux masses palestiniennes et liba-

(suite page 4)

Impérialisme français hors d'Afrique et du Liban !

(suite de la page 1)

PROLÉTAIRES, CAMARADES !

Le masque de paix avec lequel l'impérialisme français vient de remettre le pied au Liban d'où il avait été chassé il y a trente ans est tombé. L'honneur de l'avoir arraché revient aux combattants palestiniens et libanais qui, en s'opposant à Tyr aux parachutistes français, dévoilent, s'il en était besoin, que le but de l'opération de l'ONU, cette nouvelle « caverne des brigands impérialistes », n'était certainement pas de protéger les Palestiniens contre les agissements d'Israël, mais bien de profiter de l'aubaine de l'agression israélienne pour « nettoyer » le Sud-Liban du dernier carré de fedayin et d'assurer la paix impérialiste dans la région. Mais cette paix, qui laisse en place les Etats locaux, ne peut être fondée que sur l'anéantissement des Palestiniens auxquels on promet, s'ils se laissent faire, un mini-Etat bidon, une sorte d'Etat-réserve qui ne servirait qu'à justifier qu'on les chasse de tous les autres Etats du Moyen-Orient où ils sont devenus un irrésistible ferment révolutionnaire.

Pour desserrer l'étau de l'oppression

Agression permanente

(suite de la page 1)

l'exportation du cuivre produit au Shaba. Or celle-ci est rendue difficile par l'opposition de l'Angola et par les troubles en Rhodésie ; et le pays a une dette extérieure supérieure à 2,5 milliards de dollars alors que son revenu annuel ne dépasse pas 3,5 milliards de dollars.

Alors que se passe-t-il si la révolte contre le régime bloque jusqu'à la production du cuivre ?

On comprend ainsi que l'impérialisme français s'intéresse à ce pays à qui il vend pas mal et achète pas mal (la France est le deuxième partenaire commercial du Zaïre après la Belgique). De plus, la France veut (avec les USA, l'Europe et la Chine) empêcher la jonction par la Russie entre l'Angola et le Mozambique (qui se fait par la voie ferrée qui passe au Shaba). Surtout, le Zaïre constitue pour elle un pare-feu servant à protéger ses chasses gardées de l'incendie qui couve en Afrique australe.

Nous ne pouvons que nous réjouir, par conséquent, que ce « pare-feu » s'enflamme à son tour.

impérialiste, pour permettre aux luttes anti-impérialistes d'échapper à la tutelle des directions modérées prêtes au compromis avec l'impérialisme et les vieilles classes, il est indispensable de passer ici à la lutte ouverte contre l'impérialisme, de rompre ici avec les partis social-impérialistes et chauvins qui « se nourrissent des miettes tombées de la table des festins impérialistes » (Lénine) et applaudissent aujourd'hui au projet de « désarmement » avec lequel Giscard cherche à couvrir l'intervention militaire en Afrique et au Liban de bonne conscience humanitaire.

PROLÉTAIRES, CAMARADES !

Les combattants palestiniens, libanais, sahraouis, tchadiens, qui se dressent aujourd'hui les armes à la main contre « notre » impérialisme, comme tous ceux qui demain le feront inévitablement dans d'autres pays d'Afrique et du Maghreb, aux Antilles comme en Océanie, sont les frères des prolétaires de la métropole dans la lutte contre l'ennemi commun : l'Etat impérialiste français ! Leurs luttes exigent une solidarité de classe inconditionnelle de la part du prolétariat français.

Celui-ci doit d'autre part contribuer activement à une véritable autodéfense de classe contre les campagnes racistes et les coups de la violence légale et parallèle inévitablement suscités par l'exacerbation du militarisme impérialiste, notamment celle qui frappe les travailleurs étrangers.

C'est seulement ainsi que l'on pourra reconstituer l'union internationale des prolétaires et faire la jonction entre le mouvement prolétarien des métropoles et celui des masses opprimées des continents asservis ! C'est seulement ainsi que l'on pourra préparer les conditions pour que, sous la direction du parti communiste international reconstitué sur le programme de Marx et de Lénine, la classe ouvrière puisse enfin frapper au cœur le monstre impérialiste et en finir avec la misère, l'exploitation et l'oppression, qu'elle soit nationale ou de classe !

VIVE LA LUTTE PROLÉTAIRE !
VIVE LA LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE
DANS LES CONTINENTS ASSERVIS !
VIVE LE COMMUNISME !

Parti Communiste International
mai 1978.

PCMLF et PCR (ml)

A pieds joints dans le social-impérialisme

« Non à l'intervention française au Liban par casques bleus interposés », titrait le Quotidien du Peuple du 23 mars 1978 tandis que l'Humanité Rouge du 24 mars intitulait son éditorial : « Les casques bleus contre les peuples palestiniens et libanais ». Comment en effet pourrait-on faire une autre analyse de cette intervention que celle d'une opération de police impérialiste qui exige de lutter ici contre l'impérialisme ? Malgré l'insuffisance de l'explication du sens de l'opération, le Quotidien du Peuple du 24 mars écrivait : « Surtout, toute caution apportée à la présence des casques bleus est finalement un succès politique pour l'Etat sioniste et l'impérialisme américain, puisque cette caution signifie de la part des Etats arabes renoncer à soutenir la lutte des peuples libanais et palestiniens contre l'agression, et s'en remettre aux résolutions du Conseil de sécurité qui demandent poliment aux Israéliens de bien vouloir se retirer des territoires qu'ils ont conquis ». Paroles d'or !

En réalité, ces vérités et ces proclamations anti-impérialistes n'ont pas supporté le choc de l'affrontement entre les fedayin et les casques bleus français. En effet, que peut-on lire dans ces journaux après l'affrontement ? Plus question de dénoncer ouvertement la présence des casques bleus ! L'Humanité Rouge du 11 mai écrit sous le titre « Controverse sur la mission des casques bleus » : « La Résolution 425 adoptée par l'ONU a tracé une fonction très précise aux casques bleus : organiser et superviser le retrait des troupes d'occupation sionistes » et appelle en conséquence dans un sous-titre à « respecter la résolution 425 ».

Quant au Quotidien du Peuple du 5 mai, il intitule son éditorial « A quoi risquent de servir les casques bleus » ! Et un article du même journal publié sans commentaire les raisons qu'a l'OLP de ne pas s'opposer aux casques bleus : « La position de la Révolution palestinienne sur la question des casques bleus est claire. Aujourd'hui, la lutte se mène contre les sionistes au Sud, et il faut, estime-t-elle, que les casques bleus assurent le retrait immédiat des sionistes, selon les décisions du Conseil de sécurité. La Résistance est consciente que certaines puissances impérialistes et même des forces libanaises cherchent à donner une autre mission aux casques bleus afin d'empêcher toute liberté de mouvement à la Résistance au Sud-Liban à proximité de la Palestine occupée. De ce fait, l'OLP est prête à faire face aux casques bleus si ceux-ci ne se conforment pas à la lettre de la décision du Conseil de sécurité, c'est-à-dire imposer le retrait des sionistes ».

Le Quotidien du Peuple ment donc carrément, puisque l'OLP vient justement de dé-

noncer les fedayin qui se heurtent aux casques bleus lesquels appliquent précisément l'esprit et même la lettre de la décision du Conseil de sécurité. D'ailleurs la suite de l'article explique sans plus de commentaire les mêmes prises de position de l'OLP contre les « rebelles ». Exactement de la même manière aussi que l'Humanité Rouge du 4 mai qui ne dit rien des raisons qui ont poussé les fedayin à l'affrontement, mais parle au contraire des « agresseurs des « casques bleus » français » et rassure ses lecteurs sur le sort du colonel Salvan qui « a été conduit immédiatement par les responsables à l'hôpital palestinien de Beyrouth où il a été confié [Dieu merci !] à une équipe de très bons chirurgiens ».

C'est ainsi que les groupes maoïstes officiels sont passés en un mois d'une position de dénonciation de l'impérialisme à une position de carpettes de l'impérialisme qui légitime purement et simplement la présence de l'impérialisme français au Liban.

L'argument qui consiste à justifier cette position par le « soutien inconditionnel » à l'OLP est trop commode et entièrement faux.

Premièrement, en effet, même si on laisse pour l'instant l'OLP de côté, le recul d'un mouvement qui renonce à des positions de lutte sous le poids d'un adversaire supérieur en forces ne pourra jamais justifier pour le mouvement prolétarien la renonciation à ses tâches internationales.

Deuxièmement, le besoin de la lutte contre les crimes de l'impérialisme n'est nullement déterminé par l'acceptation par le mouvement communiste du programme des partis qui dirigent cette lutte mais : a) par les besoins de la lutte prolétarienne internationale contre le capitalisme, et b) par ceux de la soudure entre ce mouvement et la lutte anti-impérialiste des masses prolétariennes et des paysans pauvres, deux facteurs qui entraînent impérativement l'exigence de la lutte inconditionnelle contre l'exploitation et l'oppression perpétrées par « son » propre capitalisme.

Troisièmement, comme la lutte anti-impérialiste conséquente est une aide précieuse à la révolution communiste, elle exige que le mouvement prolétarien donne son appui total aux « mouvements des ouvriers et des paysans opprimés » contre le « mouvement bourgeois démocratique et nationaliste » et ce même si à certains moments ces deux mouvements peuvent être amenés à « frapper ensemble ».

La façade anti-impérialiste des groupes maoïstes s'effondre sous les coups de la réalité. La aussi, l'honneur de dévoiler la réalité de leur nature chauviniste et social-impérialiste revient aux fedayin !

Mai 68 ou le besoin du Parti

(suite de la page 1)

ses luttes les plus généreuses et héroïques, ne représente pas un danger décisif pour le capitalisme si elle n'est pas dirigée par son parti politique de classe».

★

Tout autre était la position des immédiatistes. Les anarchistes et anarchisants qui avaient toujours nié la nécessité du parti étaient cohérents avec eux-mêmes, tout comme, en un sens, les maoïstes, tenants d'une révolution et d'une « démocratie populaire » noyant le prolétariat dans l'interclassisme. Les courants issus du trotskysme l'étaient moins, eux qui avaient identifié la crise du mouvement révolutionnaire avec une « crise de la direction révolutionnaire » et qui, formellement, affirmaient la nécessité du parti.

Mais c'est qu'en réalité ce courant (et parfois Trotsky lui-même) avait posé de façon abstraite et formelle la question du parti et de ses rapports avec la classe; c'est qu'il n'avait pas compris la profondeur et la portée de la contre-révolution et du stalinisme, assimilé à une simple « usurpation » de la direction du mouvement ouvrier; c'est qu'il croyait que malgré tout la situation était restée en permanence révolutionnaire ou au moins pré-révolutionnaire, que les masses n'attendaient qu'une étincelle pour exploser.

Or, il y a une contradiction insoutenable entre l'affirmation que la situation est révolutionnaire, et le fait que le parti (ou ce qui se prétend tel) ne dirige pas effectivement la classe. Celui qui est coincé dans cette contradiction est fatalement conduit à nier le rôle du parti au sens marxiste: ou bien il le rejette carrément; ou bien il en fait soit une pure « direction spirituelle », soit un « agent excitateur » des masses, ces deux conceptions apparemment opposées étant l'envers l'une de l'autre; ou bien il cherche un quelconque ersatz du parti, un « comité de base » ou un soviét, un « comité central de grève » ou un « front des révolutionnaires ». Ou bien, dans un premier temps, il s'en remet au mouvement immédiat lui-même pour construire sa direction, il attend la constitution du parti révolutionnaire de

la révolution elle-même, en oubliant les terribles expériences de la Commune de Paris et du premier après-guerre.

Cela implique déjà la négation de la doctrine, du programme et de la tactique révolutionnaires préétablis, imposés par l'analyse théorique et l'expérience historique, au profit de la « créativité » des masses; cela implique le refus de l'organisation fermée, fondée sur ces principes, au profit de l'« alliance de tous les révolutionnaires », des fusions et regroupements fondés sur les marchandages et les compromis politiques.

★

Nous avions prévu bien avant 68 que les premières secousses du réveil prolétarien « profiteraient » d'abord aux courants immédiatistes et centristes, à ceux qui s'affirment révolutionnaires mais sont tout près du réformisme démocratique, aux mouvements qui s'efforcent de faire la jonction contre nature entre les positions de classe et celles de l'interclassisme ou de la collaboration de classe. Ces mouvements se sont jetés tête baissée dans Mai 68, et ils en ont tiré effectivement une grande impulsion. Mais ce renforcement même a accéléré une évolution qui était inscrite dans leurs bases hybrides et contradictoires.

La situation est révolutionnaire, crient-ils, mais l'influence des révolutionnaires est négligeable. La révolution est là, disent-ils, mais les masses sont encadrées et contrôlées par les réformistes et les champions de la collaboration de classe. L'approfondissement de cette contradiction devait les conduire à courir toujours plus après les « masses », c'est-à-dire en fait à coller toujours plus au cul des contre-révolutionnaires.

On en arrive à cette situation apparemment paradoxale: plus l'accentuation de la crise capitaliste oblige les partis pseudo-ouvriers à se faire ouvertement les défenseurs de l'économie capitaliste et de l'ordre bourgeois, plus les « révolutionnaires » s'accrochent à eux et... les suivent dans cette voie. Cela est vrai dans le domaine des luttes immédiates comme dans celui de la théorie où, tout comme leurs grands aînés, ils procèdent aux révisions nécessaires pour s'autoprovoquer:

dans la propagande de ces « révolutionnaires »-là, il ne reste plus trace de révolution!

Un aspect symbolise cette évolution. Ces groupes qui, s'ils ne sont pas nés en Mai 68, ont toutefois tiré leurs forces et leur élan de cette explosion spontanée et immédiate de violence et qui se voulaient son expression politique, en sont arrivés aujourd'hui à rivaliser avec les réformistes, les démocrates et finalement l'Etat bourgeois dans la dénonciation de la violence; ces gens, que le PCF traitait il y a dix ans de « provocateurs » et à qui il opposait la « grande force tranquille » du pacifisme social, ignoblement attribué au prolétariat, reprennent aujourd'hui mot à mot ces positions répugnantes et dénoncent non ceux qui font l'Union Sacrée avec l'Etat bourgeois, mais ceux qui n'en sont que le prétexte.

Cela montre qu'une boucle est bouclée. Ces mouvements politiques qui ont tiré leur force de Mai 68 mais n'avaient pas une position univoque ne pouvaient pas rester éternellement entre deux chaises. Aujourd'hui on peut dire qu'un chapitre de leur histoire est achevé. Ils ont commencé à éclater, le gros virant ouvertement au légalitarisme, au réformisme et au démocratisme, bref, devenant l'« aile gauche » des grands partis pseudo-ouvriers; l'autre morceau renforçant le spontanéisme anarchiste, sous le visage des « autonomes ». Le caractère international de cette évolution suffirait à montrer qu'elle n'est pas accidentelle, mais découle de leur nature même. Et si, dans un premier temps, elle plonge des éléments d'avant-garde dans la confusion et le désarroi, il faut s'en féliciter: elle contribue à débarrasser le terrain politique des fausses solutions qui empêchent l'avant-garde de retrouver la voie du communisme.

★

Lorsque nous disions aux prolétaires que sans la direction du parti les luttes les plus héroïques ne pouvaient aboutir à la victoire, nous ne leur disions évidemment pas: ne bougez-pas, camarades, attendez que nous ayons fabriqué un parti révolutionnaire, grand et influent. Non!

programme communiste

N° 76 (mars 78)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain.
- L'Afrique, proie des impérialismes : — Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique. — La lutte pour les marchés africains
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale : De la crise de 1923-1924 à celle de 1925-1926.
- Fastes de la domination impérialiste. Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie? — Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
- Notes de lecture. Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus.

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 9 DE

il programma comunista

- Contro il capitalismo, contro il riformismo — Per la rivoluzione proletaria
- No al patto di solidarietà nazionale
- Fine miseranda dei referendum
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe (3)
- L'oppressione delle donne nella società capitalistica e l'ideologia femminista (2)
- Cronache internazionali Portogallo, Meno merluzzo e più polizia Spagna, Asse Suarez-Carrillo Russia, Le gioie del mercato Grecia, La democrazia non era ancora blindata
- La storia gloriosa dei minatori statunitensi (2)
- Un volantino del partito in Spagna
- Dalmine: Squallida chiusura della vertenza aziendale.

★

Kommunistisches Programm

Les falsifications du « Bolchévik » (NRI)

Le « Bolchévik », cette petite secte qui émerge, via le maoïsme, de l'épaisse tradition stalinienne en combinant toutes les difformités (cf. Le Prolétaire, n°s 248 et 261), considère sans doute que dans la dure lutte des idées (l'arène des consciences reste pour ces gens le cœur de la préparation révolutionnaire) il ne faut pas lésiner sur les moyens et utiliser hardiment les procédés les plus grossiers de falsification des positions adverses; qu'en somme, la révolution requiert tout autant d'obscurcir les consciences que de les « illuminer ».

Nous n'avons jamais relevé les épithètes infamantes dont ce groupe nous accable à longueur de colonne, parce que la simple consultation de notre presse suffit, croyons-nous, pour éclairer le lecteur sur la teneur de notre « réformisme », « chauvinisme », « centrisme » et autres douceurs. D'ailleurs, tout se tient: quand on croit que la phrase révolutionnaire peut à elle seule tenir lieu de principes, de théorie, de programme, d'analyse scientifique, de participation à la lutte de la classe ouvrière, et suffit pour créer tout de go une situation révolutionnaire, il est tout naturel qu'on se contente, en fait de critique politique, d'accumuler des contre-vérités sur l'adversaire en se disant que, après tout, il en restera peut-être quelque chose... Si ces Messieurs falsifient Lénine dont ils prétendent se réclamer, pourquoi nous traiteraient-ils mieux que lui?

C'est donc sans étonnement que nous avons lu dans le n° 39 du « Bolchévik » que nous aurions prêché le... soutien au gouvernement de gauche lors des élections, en appelant ledit gouvernement, à la manière des trotskystes, à « rompre avec la bourgeoisie ». Mais c'est dans le premier numéro de leur revue « théorique » que ces gens se surpassent (Nouvelle Revue Internationale pp. 45-46), en reprenant des fragments de nos thèses, tronqués de telle sorte que l'on fait dire au texte exactement l'inverse de ce qu'il signifie. Un passage de nos « Thèses caractéristiques » exposant le long processus de dégénérescence opportuniste qui

conduisit la II^e Internationale, progressivement engluée dans l'ambiance pacifique de la démocratie parlementaire à la faillite de 1914, devient, sous la plume du « Bolchévik », une marque d'allégeance au camp du chauvinisme. Un peu plus loin, la revendication du centralisme contre la déviation anarchisante antiparti, revendication à laquelle notre courant sut rester accroché dans la débâcle contre-révolutionnaire, est transformée en une capitulation devant... le stalinisme. Nous renvoyons le lecteur à la lecture de ce texte limpide (voir « Défense de la continuité du programme communiste » pp. 202 et suiv.).

De telles méthodes suffisent évidemment à creuser le fossé entre ceux qui

les utilisent et les communistes. Non tant que ces derniers y répugneraient par un sentiment d'honnêteté morale, mais parce qu'ils considèrent les positions qu'ils avancent dans leur lutte comme l'expression matérielle du mouvement réel, qu'elles anticipent et où elles s'intègrent comme forces agissantes dans la mesure où elles s'y vérifient constamment (alors que les positions adverses devront nécessairement entrer en contradiction avec lui). S'ils ne s'imaginent pas vaincre leurs ennemis sur le champ éthéré des idées, encore moins croient-ils les effacer magiquement par de minables subterfuges consistant à prêter aux autres des positions qui ne sont pas les leurs, pour soliloquer ensuite sur la grande victoire ainsi obtenue.

Les émeutes en Iran

Depuis le début de l'année des émeutes sanglantes se succèdent régulièrement en Iran où le régime du chah doit faire face à un puissant mouvement social. Victimes en même temps de l'expropriation massive de l'industrialisation rapide du pays due à la manne pétrolière, et de la crise productive qui pèse de façon renforcée sur les économies les plus fragiles, les ouvriers, les masses prolétariées et les paysans pauvres descendent dans la rue, secouant d'un coup la passivité et le fatalisme cultivé par l'Islam pendant des millénaires.

Toutes les grandes villes du pays ont été touchées par cette vague et jusqu'à la capitale, Téhéran, malgré le durcissement de la répression et la mobilisation de toutes les

forces de police, de la Savak (la sinistre police politique) et l'armée.

La vague est si forte que les chefs religieux se détachent du régime pour mieux pouvoir contrôler le mouvement. Selon le chef spirituel des chiites, ces émeutes ne seraient que les prémices d'une « gigantesque explosion ».

Aussi l'opposition libérale est-elle inquiète. Elle craint d'être débordée par un mouvement de révolte plus radical que celui qu'elle anime. Comme le rapportait un article du Monde (6 avril): « Bien des libéraux ou des anciens du Front national qui se battaient hier sur le terrain des droits de l'homme ont, depuis les émeutes de Tabriz, l'impression d'être, déjà, débordés... ». « J'ai toujours souligné, a répété le chef des chiites qui réclame les libertés individuelles, le pluralisme des partis, le respect de la Constitution, etc., que le peuple musulman doit rester homogène ». (Le Monde du 6 mai).

Cette situation ne fait que rendre plus urgente la constitution du parti de classe prolétarien capable de lutter à la fois contre le régime du chah et contre les partis qui veulent limiter le mouvement de révolte à une lutte pour les libertés démocratiques et capable aussi d'arracher à leur influence les masses paysannes pauvres pour mener la révolution de façon conséquente et en faire un levier de la révolution communiste mondiale.

A NOS LECTEURS

Le manque de place nous oblige à reporter à un numéro ultérieur la suite de l'article intitulé: « Des négociations Sonacotra-syndicats à la mise en place de l'APL ». Il faudra de même attendre le prochain numéro pour avoir un rapide bilan de la grève des conducteurs de bus de la RATP.

Le fossé de classe se creuse dans la résistance palestinienne

(suite de la page 2)

naïves en révolte endémique que l'on peut s'appuyer sur la résolution 425 de l'ONU pour les besoins de la cause palestinienne sous prétexte que cette dernière se fixe pour but le « retrait des forces israéliennes », mais en cachant évidemment la condition de ce retrait qui est la soumission totale de la résistance aux diktats de l'ordre établi international.

D'ailleurs comme s'en vante l'OLP, Arafat avait fait arrêter à la mi-avril une centaine de fedayin qui s'approprièrent à engager la lutte contre les casques bleus. Aujourd'hui que des affrontements sont engagés entre des groupes palestino-libanais et les casques bleus français puis norvégiens qui veulent empêcher leurs mouvements, ces courageux combattants sont dénoncés comme « trotskystes », comme provocateurs et menacés des « tribunaux révolutionnaires », cependant que les chefs de l'OLP font des démonstrations d'amitié aux chefs du corps expéditionnaire français.

Le ménage, largement entamé après la

mise au pas syrienne en 1976, se poursuit. Aucun parti n'est épargné, tout le monde participe à ce grand nettoyage, le FPLP compris, qui sacrifie aujourd'hui sur l'autel de l'unité retrouvée les liens qu'il a su tisser avec les éléments les plus radicaux. La moindre velléité d'opposition est impitoyablement combattue. Même la gauche du Fath est passée au peigne fin et c'est jusqu'au sommet de l'OLP qu'Arafat frappe en éliminant un leader de la gauche du Fath.

La révolte sociale n'est pas morte au Moyen-Orient. Le puissant soufflet des contradictions sociales, nationales et impérialistes, concentrées au maximum dans ce coin de terre au centre de tous les appétits économiques et stratégiques, ne peut que l'attiser en permanence. Il est du plus haut intérêt pour la cause de la révolution communiste que cette révolte sociale à laquelle le mouvement prolétarien doit énormément car elle ne cesse de harceler ses ennemis, les grands Etats impérialistes, parvienne à desserrer les mâchoires de l'étau qui cherche à l'étouffer. Il est aussi du plus haut intérêt qu'elle

parvienne à se débarrasser de la tutelle des mouvements nationaux bourgeois modérés qui, parce qu'ils veulent la contenir, la limiter à une simple modification des rapports avec les vieilles classes et l'impérialisme, en viennent à s'opposer à ses exigences de lutte les plus élémentaires et doivent nécessairement, comme toute l'histoire le démontre, se dresser contre elle, à un moment ou un autre de la lutte. Il est enfin et surtout du plus haut intérêt que naisse en son sein le parti indépendant de classe dont la direction peut permettre de mener cette lutte de façon conséquente et d'en faire un terrain de préparation de la révolution communiste.

Mais le facteur le plus décisif qui peut contribuer à la réalisation de ces trois objectifs est le retour du prolétariat des métropoles impérialistes à la lutte de classe directe contre l'ennemi commun.

La tâche et la responsabilité historiques du prolétariat des métropoles est encore plus gigantesque. C'est de frapper au cœur le capitalisme, de manière à en finir pour toujours avec lui.

Malgré le front uni des négociateurs

(suite de la page 1)

les bonzes à décider la grève. Et c'est la bourgeoisie que la CFDT entoure de ses attentions de fidèle chien de garde, en la prévenant avec insistance de la « situation explosive » dans les PTT...

Bref, les syndicats ont joué magistralement leur rôle dans la farce des négociations pour

permettre à la bourgeoisie de passer sans dommages l'intervalle périlleux entre les élections et le mois de juin, où les ouvriers hésitent à lancer une grève que les vacances risquent d'effriter. C'est dès maintenant que les prolétaires doivent tirer la leçon de cette nouvelle trahison, et préparer la riposte la plus large à l'attaque patronale, sans se laisser endormir par l'opium syndical.

Bon prince, le patronat ne s'est pas fait prier pour accorder aux syndicats qui « réclament depuis des années, remarque *Le Monde* du 11 mai, des négociations concrètes notamment sur les salaires réels, la procédure souhaitée ». Effectivement, la CFDT mène depuis mars une véritable campagne en faveur des négociations par branches, ce qui permet de faire passer pour une victoire la « concession » que gouvernement et patronat accordent avec un empressement intéressé. Comme le dit le *Financial Times* du 9 mai 78, « les employeurs dans leur ensemble désirent éviter les accords salariaux nationaux, parce qu'ils tendent à augmenter les progressions de salaire résultant de l'indexation sur le coût de la vie » : on peut toujours compter sur la bourgeoisie d'en face pour vendre la mèche...

Mais, sur ces réalités, profond silence des syndicats, naturellement. Le rapport du Conseil national de la CFDT parle d'« éviter de tomber dans la globalisation permanente de tous les problèmes », sous prétexte que cela conduirait à l'attentisme et à la passivité ! Aussi l'ouverture des négociations par branche a-t-elle été saluée par une CFDT frétilante, qui les vante comme « plus près des travailleurs » et des « revendications quotidiennes » (*Syndicalisme* du 4 mai 78). Mais la CGT, moins officiellement localiste, d'habitude, a elle aussi accueilli favorablement cette forme, en demandant à ses fédérations de faire en sorte que ces négociations répondent « aux besoins des travailleurs dans leur diversité et leur particularité » (*L'Humanité* du 11 mai 78).

En réalité, contrairement à ce que veut faire croire la propagande syndicale, aucune recette de négociation ne saurait apporter aux travailleurs la moindre garantie. Mais nous voyons là une nouvelle application du système de bascule mis au point et perfectionné par les bonzes CGT-CFDT depuis des années : lorsqu'une lutte locale s'annonce résolue et dynamique, ils invoquent les nécessités de « voir l'ensemble », et essaient de noyer la lutte dans les mornes marécages des grandes journées d'action à plate-forme vague, et sans lendemain. Lorsqu'au contraire l'attaque générale de la bourgeoisie contre les conditions de vie des travailleurs exigerait une riposte d'ensemble, ils redécouvrent le « concret », les « différences qualitatives », c'est-à-dire qu'ils portent aux nues l'émiettement, la division, l'inégalité (abattements de zone, etc.) qui permettent à la bourgeoisie de multiplier la concurrence, son arme la plus précieuse contre la classe ouvrière.

Il a fallu bien des luttes, parfois sanglantes (et non la seule mobilisation « morale » prônée actuellement par les syndicats sous le nom de « vigilance » !) pour imposer à l'ensemble de la bourgeoisie des acquis généraux, sanctionnés parfois par une loi, ou au moins par un protocole général d'accord, sur les questions intéressant l'ensemble de la classe : par exemple la journée de 10 heures, puis de 8 heures, l'augmentation globale des salaires acceptée pour tout le secteur privé à Grenelle en 68. Ces lois et conventions sont loin de constituer un bouclier suffisant pour défendre les travailleurs, surtout dans leurs couches les plus vulnérables — femmes, jeunes, immigrés — contre la rapacité du capital : mais les travailleurs peuvent prendre appui sur elles, et sur l'élan collectif qui les a arrachées pour imposer, au moins, leur application dans les secteurs les plus défavorisés, refuser que soit consacrées et éternisées sous divers prétextes la surexploitation et la division.

En vantant aux ouvriers les négociations par branches (surtout en l'absence de toute lutte organisée), les directions syndicales poussent au contraire les travailleurs à se soumettre au règne de la division et de la concurrence : c'est une entrave de plus, et elles en remercient le capital !

Non aux négociations par branche !

En somme, la procédure des négociations par branches aura été le seul prétendu cadeau de ce « troisième tour social », véritable farce montée sur le dos des travailleurs. C'est la voie que recommandait la lettre de Barre du 27 avril : « Les discussions devaient, d'une part, tendre à la fixation d'un minimum réel de rémunération par branches, et éventuellement par région, d'autre part permettre d'améliorer la situation relative des travailleurs manuels et leur garantir un déroulement de carrière ».

Paternel, il mettait les « partenaires sociaux » en garde contre une « programmation rigide » du SMIC, contre « l'accroissement des rigidités » pour la fixation du temps de travail, dont le calcul devrait se faire selon les industries, et annuellement : même chose

pour le travail posté, la question de l'intégration des primes, etc. Le ministre du travail verra à la fin de l'année à établir « un bilan des actions menées en faveur des rémunérations les plus faibles et en tirera les conséquences pour les déterminations d'actions ultérieures » : en clair, et ce n'est pas le moindre avantage de la procédure, c'est toujours du temps de gagné et une « étape » de plus à faire miroiter, avec la complicité des syndicats, pour lanterner les travailleurs.

La seule discipline rigide que les entreprises devront malgré tout respecter (si elles étaient tentées de l'oublier...), c'est celle de la « modération de l'évolution de l'ensemble des rémunérations », dont le gouvernement a donné l'exemple avec le SMIC.

« Lutte ouvrière » et le terrorisme (énième épisode)

Voici ce qu'on peut lire dans l'éditorial du n° 519 (13-5-78) de L.O. :

« Les hommes des Brigades Rouges, leur action le montre, se moquent totalement de la classe ouvrière, de ses réactions, de l'horreur qu'ils suscitent en elle. Au contraire, c'est justement sur cette horreur qu'ils comptent pour s'imposer. Ils prétendent s'attaquer au pouvoir de l'Etat. Mais cet Etat, le pouvoir de la bourgeoisie, des possédants, s'appuie exactement sur les mêmes moyens : sur les armes de ses policiers, sur la peur que ses lois, ses tribunaux, ses prisons inspirent à la population. Et les Brigades Rouges se livrent ainsi avec lui à une sorte de combat singulier, où les adversaires emploient les mêmes armes, les mêmes moyens, ont l'un et l'autre le même mépris de la vie humaine.

Ce combat n'a rien à voir, même de très loin, ni avec le communisme, ni avec la classe ouvrière. Car, à supposer qu'il puisse être victorieux et que des hommes comme ceux des Brigades Rouges soient un jour au pouvoir, en Italie ou dans un autre pays, leurs méthodes montrent assez quel régime ils pourraient imposer : un régime de dictature, où la vie humaine ne vaudrait pas cher, où les travailleurs n'auraient pas plus leur mot à dire qu'aujourd'hui et où il ne ferait pas bon avoir des idées différentes des hommes au pouvoir ».

A travers l'immense vague de confusion qui se déverse dans ces brèves lignes, une chose est claire : ce n'est pas le « terrorisme excitatif » que L.O. condamne dans les Brigades Rouges. Ce n'est pas l'idée fautive et antimarxiste selon laquelle l'action armée d'une « élite » peut remplacer le long et difficile travail de construction d'un mouvement prolétarien de classe. Ce sont les armes mêmes de la violence, de la centralisation, de l'autorité, de la dictature et de la terreur pourtant indispensables à l'émancipation prolétarienne, que ce journal condamne. Voici ce que Engels répondait par avance à ces misérables philistins déguisés en révolutionnaires :

« Tous les socialistes sont d'accord sur le fait que l'Etat politique et avec lui l'autorité politique disparaîtront comme conséquence de la prochaine révolution sociale, ce qui signifie que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives répondant à de véritables intérêts sociaux. Mais les anti-autoritaires demandent que l'Etat politique autoritaire soit aboli d'un coup, avant même qu'aient été détruites les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. N'ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ? Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit ; elle est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit continuer cette domination avec la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour si elle ne s'était pas servi de cette autorité du peuple en armes, face aux bourgeois ? Ne peut-on pas au contraire lui reprocher de ne pas s'en être servi assez largement ? De deux choses l'une donc : ou bien les anti-autoritaires ne savent pas ce qu'ils disent, et dans ce cas ils ne servent qu'à semer la confusion ; ou bien ils le savent et dans ce cas ils trahissent le mouvement du prolétariat. Dans un cas comme dans l'autre, ils servent la réaction » (Engels, *De l'autorité*).

Le prolétaire

● Suppl. BELGIQUE

BELGE N° 3 (mai 78)

- Prolétaires de tous les pays unissez-vous !
- L'aggravation de l'exploitation capitaliste
- Situation en Belgique
- Le fédéralisme en Belgique : un mot d'ordre antiprolétarien
- Question féminine et lutte de classe
- Les maoïstes et la défense nationale
- Notes internationales
- Sur la naissance du PCB (2^e partie)
- Syndicats, luttes ouvrières : Le conflit de l'Ale.

● Suppl. SUISSE

N° 11 (1^{er} mai - 15 juin 1978)

- Face à la crise, la nécessité de la lutte de classe
- L'unique voie de l'émancipation du prolétariat est celle de l'insurrection, de la destruction de l'Etat bourgeois, et de la dictature
- L'OCI dans l'ornière du centrisme
- La Suisse, plaque tournante de l'internationale des flics
- Sur la démocratie syndicale
- Manifeste 77 : notre critique confirmée par les faits
- Firestone : tous derrière l'Etat !
- Le sens de la manifestation du 15 avril contre la PFS : prouver sa bonne foi à l'Etat
- Les communistes et l'avortement, à propos du referendum du 28 mai.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 14 juin et le 12 juillet, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 27 mai et le 10 juin.

● A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 4 juin et le 2 juillet.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 20 mai, le 3 et le 17 juin.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 20 mai, le 3 et le 17 juin.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 28 mai et le 25 juin.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 4 juin et le 2 juillet.

● A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 2 juin et le 7 juillet.

● A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1, bd Roosevelt, soit le 3 juin et le 1^{er} juillet.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 21 mai et le 18 juin.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), Paris-13^e, soit le 24 mai, puis le 7 et le 21 juin.

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE :

Editions Programme, 32, rue du Pré-au-Marché 1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926